L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 7 FEVRIER 1861.

G. F. WEISSE, E. DUVERGER, N. DUPOUR, S. HARBY } EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans, JEUDI MATIN, 7 FEVRIER.

☞ Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DEPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Vente à l'encan de ce jour.

Par B. Turpin, sur la Levée, au pied de la rue Domaine—Vin, bulle, marrons, &c.

Par E. Roger & Co, à 10 heures, dans leur salles d'encan, rue Vieille-Levée, Nos 45 et 47—Bottes, souliers, brule-gueules, chevalets, habillements, sans réserve.

Par le Shérif, au débarcadère du-ferry de cette District, au pied de la rue Johnson, à midi,—le "Dan Rice Great Show."

La Nouvelle-Orléans, Ses ressources et son avenir.

Il n'est pas de communauté si solidement établie qui ne puisse être momentanément ébranlée dans ces grandes crises financières que toute la sagesse humaine semble impuissante à prévenir. Nous ne pouvons pas dire que la Nouvelle-Orléans ait toujours été exempte de ces pani ques irrésistibles qui occasionnent de grave perturbations dans les affaires et produisent quelques ruines particulières. Mais ce doit être un juste sujet d'orgueil pour nous que nous avons toujours pu supporter mieux qu'aucune autre grande ville américaine ces coups imprévus du sort : d'avoir vu le crédit et la confiance après des oscillations de courte durée se raffermir avec plus de promptitude que partout ailleurs. Cet avantage, que l'expérience de 1857 et celle de 1860 rendent incontestable, est dû à deux causes principales : les conditions fondamentales de commerce de la Nouvelle Orléans et la solidité de ses institutions de crédit.

La Nouvelle Orléans est ce qu'on appelle un marché dans le sens primitif du terme, c'est à-dire que c'est une place où les producteurs envoient directement les produits de l'agriculture pour y être expédiés aux places de consommation. Les transactions qui s'opèrent sur ces produits sont des transactions sérieuses, car la spéculation n'entre que pour une part fort insignifiante dans les achats de coton qui se font pour le compte des maisons de Liverpool et du Havre, ou les achats de sucre effectués par les négociants des grandes villes de l'ouest. Le sucre ne s'emmagasine même pas et le coton ne fait que passer de la levée aux presses où il subit une opération nécessaire et de là aux navires sur lesquels on l'expédie. Les fluctuations dans les cours de ces produits ne devraient donc dépendre que de la demande, et comme il s'agit d'articles d'une consommation pour ainsi dire forcée, la demande ne peut s'arrêter complètement ainsi que cela a lieu pour les objets de luxe, et la diminution ne peut jamais être que légère.

La baisse subite qu'ont éprouvée les cotons il y a deux mois et qui a duré quelques semaines n'aurait eu aucune raison d'être si la Nouvelle-Orléans n'eût été tributaire de la ville de New-York pour ses opérations de change, car elle se trouvait, par une étrange contradiction, correspondre à une hausse sur les marchés où s'approvisionnent les manufactures. Notre place n'a donc fait que subir le contre coup d'un ébranlement du crédit à New York, ville de spéculations, sujette à des mouvements de bascule perpétuels. Il a suffi pour faire remonter les cotons à leur cours normal de quelques envois d'espèces qui ont replacé les opérations de change dans des conditions d'équilibre avec les taux corrélatifs d'Amérique et d'Europe.

Lorsqu'au lieu d'importer directement nos marchandises européennes par la voie du Nord nous les ferons venir directement des ports anglais, français ou allemands, l'inconvénient que nous venons de signaler n'existera plus et le change étant direct, les variations de change le seront aussi. L'avantage sera même de notre côté, car nous serons toujours à même de réduire nos importations en ce qui concerne les objets de luxe, tandis que nous ne manquerons jamais le placement de nos cotons, de nos sucres et de nos tabacs à des prix suffisamment rémunérateurs. Quelques chiffres indiqueront sur quelles bases solides repose la prospérité de la Nouvelle-Orléans.

On peut se former une idée générale de l'importance de son commerce par le nombre des navires et des bateaux à vapeur qui entrent dans le port dans une seule année. Dans la saison commerciale 1859 60 il est entré de la mer 315 steamers, 1,282 trois-mâts, barques ou bricks et 321 goelettes, ou tout près de 2,000 batiments, ayant un tonnage total de 1,212,929 tonneaux pour la navigation maritime ; par le fleuve il est arrivé 3,566 bateaux à vapeur, de ces bateaux dont on n'a pas la moindre idée en Europe et dont quelques-uns égalent en tonnage les plus forts navires.

Ces chiffres, comparés à ceux des années précédentes, indiquent les développements qu'ont pris les ressources commerciales de la Nouvelle-Orléans, car en 1850 le tonnage total des batiments entrés dans le port n'était que de 768,925 au lieu de 1,212,929 tonneaux. Les réceptions de produits de l'intérieur se sont élevées pour l'année dernière à $188,211,234, le coton entrant dans cette évaluation pour une valeur de $109,389,228. Sur ces produits il en a été exporté à l'étranger seulement pour une valeur totale de $107,788,209. Le surplus a été soit employé à la consommation locale et des environs, soit expédié dans différents villes des Etats Unis. La valeur totale des exportations de l'Etat que de $ 91,885,156, c'est-à-dire dans une proportion contre-que jusqu'à plus de 109 millions de dollars (plus de 500 millions de francs).

L'exportation du coton l'année dernière comprend 2,214,966 balles, réparties comme suit : Etats Unis, 207,280. Grande Bretagne, 1,425,779. France, 312,492 autres pays du nord de l'Europe, 135,360 du sud de l'Europe, 131,815.

Maintenant il est facile de comprendre ce que nous disions plus haut à propos du change. Si on regard du chiffre des exportations à l'étranger qui dépasse 108 millions, nous mettons celui des importations de l'étranger, dont le total est de $ 92,270,849, composées de $ 13,196,518 de marchandises soumises aux droits de douane, de $ 5,437,875 de marchandises libres et de $ 2,286,456 en espèces ou métaux précieux, il reste une balance à notre profit de 86 millions de dollars. Cette balance nous est payée pour la plus grande partie en marchandises européennes que nous recevons, de seconde main, de New York, Boston et Philadelphie. Mais au lieu de recevoir la valeur réelle qui nous est due, nous subissons une perte par les doubles frets, et doubles commissions qui grevent les marchandises. Et en envoyant au Nord en paiement de ces 80 millions nos traites tirées sur l'Europe pour notre coton, le Nord prélève encore sur nous une commission de change.

A ces pertes, qui représentent quelques millions de dollars, il faut ajouter l'inconvénient de dépendre d'un marché financier où l'agiotage pousse aux dernières limites provoque des crises qui ne font ressentir leurs effets que trop loin d'une part évidente que la Nouvelle-Orléans aura grandement à gagner à la suppression de cet intermédiaire inutile, et que la spéculation loin d'être de nature à diminuer le crédit de notre place en Europe, ne peut que l'affermir et l'étendre. Car, en échange de ce que nous recevrons, nous donnerons des valeurs représentées par des produits dont l'écoulement est certain, et dans cet échange direct entre les pays d'Europe et le notre chacun trouvera son avantage.

Nous ferons remarquer, par parenthèse, que sur les quinze millions de marchandises sujet aux droits, entrées l'année dernière, il a été perçu $ 2,826,052. Le commerce direct augmenterait ce chiffre, et il entrerait alors, plus de dix millions d'or à la caisse de la douane de la Nouvelle Orléans. En diminuant les droits de moitié on serait encore assuré d'un revenu de cinq à six millions de dollars par an.

Terminons ces indications en disant que nos banques sont établies sur un système qui paraît à l'épreuve des plus fortes crises monétaires. Le capital des onze banques de la Nouvelle-Orléans est de $18,057,300 et les dividendes qu'elles ont payé, pour l'année finissant au 31 août 1860, se sont élevés à $1,991,180 c'est à dire à plus de dix pour cent en moyenne. En ce moment, nos banques ont dû avoir une attention que nous pouvons considérer comme purement fée. » En effet le total des espèces en caisse, qui de septembre 1859 à mai 1860 avait été dans les environs de douze millions, et en juin, juillet et août de dix millions, se trouve être en ce moment de seize millions et demi.

Le bilan de samedi dernier, 2 février 1861, constate en effet, que pour faire face à leurs billets en circulation montant à $7,360,930 et aux dépots s'élevant à $19,331,346, les banques ont, outre un encaisse en espèces de seize millions et demi, un portefeuille de valeurs à courte échéance, de 1,980 piers de $15,896,356. Elles ont de plus pour huit millions et demi de change.

Avec de pareilles bases, il sera facile de fonder de nouvelles entreprises et d'établir entre notre place et les grands marchés européens de relations financières qui nous affranchiront du vassalage que nous avons trop longtemps subi. Aussi notre conviction est elle qu'aussitôt que les craintes d'une guerre avec le Nord se seront effacées, les effets de la crise passagère, qui affectent encore notre commerce de détail, se dissiperont et que les affaires prendront un nouvel essor et un développement digne de la proportion dépassera l'accroissement déjà si remarquable que nous avons signalé dans les dix dernières années. A une saison perdue succéderont plusieurs années de prospérité qui répareront amplement les pertes éprouvées. Cette conviction se fonde sur ce que déjà notre principale source de richesse, le coton, s'écoule rapidement aux prix de l'année dernière et nous rapportera cette année la même somme respectable de onze et quelques millions, car déjà les exportations atteignent douze cent mille balles, et sur toute la propriété foncière un baromètre du crédit public, n'a pas subi la moindre dépréciation depuis le commencement de la crise politique.

Convention de la Louisiane

SEANCE DU 6 FEVRIER 1861.

La séance est ouverte à onze heures. L'Hon. Alex. Mouton occupe le fauteuil. Quatre-vingt-seize délégués sont présents.

M. Moore (de St Martin) présente une résolution qui exige que toute ordonnance adoptée porte le titre suivant : "Nous, le peuple de la Louisiane, ordonnons que, &c."—Soumise au comité judiciaire.

M. Dorsey demande que l'article 123 de la Constitution soit modifié de manière à imposer une taxe de cinq pour cent de plus que la taxe uniforme sur les propriétés appartenant aux personnes venant à l'étranger.—La résolution est soumise au comité de la Constitution.

M. Rozier présente une ordonnance qui place l'Université de la Louisiane sous la protection de la Législature et vote une somme de cent mille piastres pour l'encouragement des arts et des sciences.—Fachat d'une bibliothèque, &c.—Cette Ordonnance est déposée sur le bureau.

M. Dorsey présente une résolution qui déclare que les délégués ne pourront pas réclamer les frais de voyage de Baton Rouge à la Nouvelle-Orléans.—Déposée sur le bureau jusqu'à nouvel ordre.

M. Herron propose que le Président soit autorisé à nommer des commissaires auprès de tous les Etats du Sud qui ne se sont pas encore séparés de l'Union. Ces commissaires devront démontrer la nécessité d'une sécession immédiate.—La résolution est déposée sur le bureau par un vote de 58 contre 47—MM. Brisco, Burton, Bush, Cook, Connelly, Conner (de Concordia), Conner (de St-Tammany), Davidson (de Livingston), Davidson (de Sabine), Dorsey, Elam, Fuqua, Gladden, Garrett, Graves, Gill, Girard, Herron, Hodge, Le Blanc, Manning, Marrew, Marks (de Caddo) Martin, Meredith, Miles, Miller, McCloskey, Patterson, Pierson (des Natchitoches) Pierson (de Winn) Pike, Polk, Pope, Richardson, Roman, Rozier, Slawson, Smart, Swayze, Scott (de Claiborne) Scott (d'Est Feliciana) Taylor (de St Charles) Taylor (de St Landry) Texada, Tucker, Todd, Williams (d Est Baton Rouge) et Williams (de Ste Helene) votent dans la negative.

M. Lewis (de Claiborne) présente une résolution qui déclare que la Louisiane ne pourra pas imposer de restrictions aux citoyens de la Louisiane en tant qu'il s'agit de la vente de leurs produits agricoles.—Soumise au comité de Commerce.

M. Polk (de Morehouse) présente une résolution qui déclare que la Convention est opposée à tous changements de la Constitution autres que ceux qui ont été soumis par le comité et adoptés.—Déposée sur le bureau, à la demande de M. Clias Bienvenu.

—L'ordre du jour appelle la résolution présentée samedi dernier par M. Miles La voici :

RESOLUTIONS.

Resolu qu'en Silaut Hamilton, Alexandre Declouet, Charles M. Conrad, Duncan F. K. ner, Edward Sparrow et Henry Marault deorgnes à la Convention de Montgomery, la Convention a eu l'intention de la revoir du pouvoir d'aider à la formation d'un gouvernement provisoire sur la base de la Constitution des Etats-Unis et, aussitôt après, de dissiper et proposer un lieu et une Constitution pour un gouvernement provisoire.

Resolu que les délégués ne sont pas autorisés à agir comme sénateurs ou membres du Congrès sur le gouvernement provisoire ou permanent créé par eux ou à se constituer d'une manière quelconque partie de l'autorité législative sous le dit gouvernement provisoire.

M. Miller qui il désire présenter toute interpellation fâcheuse ; aussi a-t-il cru devoir expliquer clairement son but. Les six délégués élus par la Convention sont des hommes dans la capacité et la probité desquels il a une confiance pleine et entière, mais il n'en est pas moins vrai que nous sommes au milieu d'une révolution qui exige de notre part des précautions extraordinaires, car nos droits, nos biens, de nos enfants sont en jeu. M. Miles ajoute qu'il n'a pas eu l'intention de critiquer ce qui a été fait ou de donner des instructions aux délégués de Montgomery, mais de reconduire un pouvoir qu'il croit vital.

M. Manning combat l'Ordonnance de M. Miles ; cette que la Convention s'adopte ne pas prendre une part active aux affaires de Montgomery.

Le Sénateur Trumbull, pour le Sénat et MM. Washburn, de l'Illinois, et Pieslps pour la Chambre, ont été désignés pour déposiller la section électoral.

On continue de recevoir des preuves de la violation du correspondances privées dans le Sud.

Le gouverneur Chase, de l'Ohio, a exprimé sa satisfaction personnelle du discours de l'ex-président Tyler, et a déclaré que lui et la plupart de ses collègues ne pourraient pas re